

Transports : le rapport qui détricote les lignes normandes

Les non-dits de la SNCF

CE QUE LE PRÉSIDENT PEPY N'A PAS DIT LA SEMAINE DERNIÈRE LORS DE SA VISITE EN HAUTE-NORMANDIE

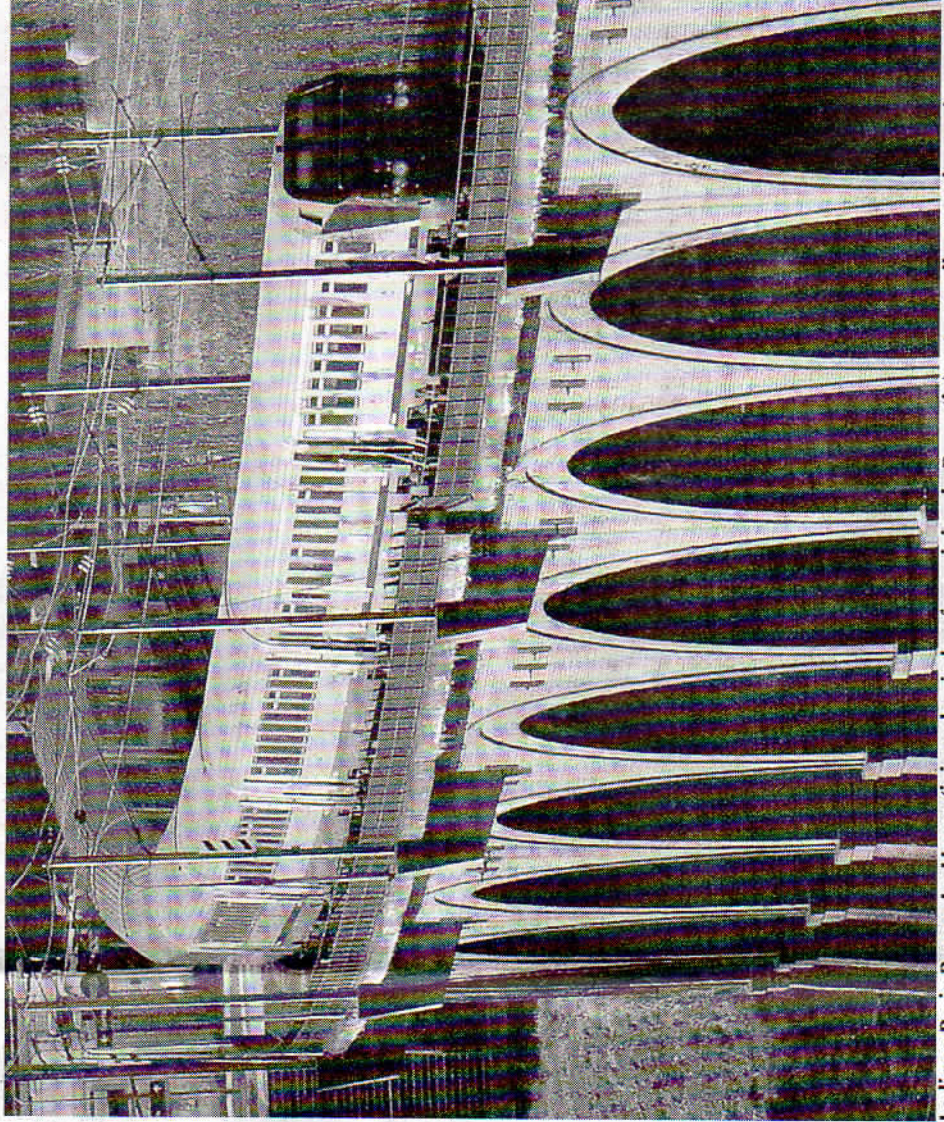
Guillaume Pepy, le président de la SNCF qui a dévoilé la semaine dernière son plan d'actions pour les lignes normandes, n'a pas levé le voile sur les mauvaises nouvelles qui pourraient survenir dans les prochains mois... Dans un rapport confidentiel remis récemment à la commission Duron, chargée par le gouvernement d'analyser l'offre globale des Trains d'équilibre du territoire (TET), autrement appelés Intercités (320 trains par jour, 34 millions de voyageurs par

an et 335 villes desservies), la compagnie préconise des mesures radicales destinées à réaliser des économies comme le demande la Cour des comptes. Plusieurs lignes normandes pourraient sortir du dispositif Intercités. Pour d'autres, l'offre pourrait être réduite de moitié, comme sur l'axe Paris-Rouen-Le Havre. Objectif pour la SNCF : passer le relais aux collectivités locales. La commission Duron remet son rapport fin mai. Au gouvernement, ensuite, de décider.

À SAVOIR

« **L**a SNCF n'est pas dans le déni. La situation n'est pas bonne ». Il y a une semaine, Guillaume Pepy dévoilait à Rouen son « plan d'actions » pour améliorer les lignes normandes fréquentées chaque année par plusieurs centaines de milliers de voyageurs. A la clé, une enveloppe de 375 millions d'euros d'ici à 2020 avec, dès cette année, un engagement de 55 millions d'euros. Objectif : rétablir une situation anormale qui se manifeste, de l'aveu même de Guillaume Pepy, par « un problème par semaine ».

Mais le président de la SNCF a-t-il vraiment tout dit vendredi dernier à la préfecture ? En fait, un rapport confidentiel de la compagnie nationale préconise des mesures radicales non pas sur l'amélioration des infrastructures mais pour diminuer les coûts et combler les déficits. La seule ligne Paris-Rouen-Le Havre serait dans le rouge de 7 à 8 millions d'euros par an selon Guillaume Pepy.



La ligne Paris-Rouen-Le Havre (ici sur le viaduc ferroviaire de Barentin) est actuellement desservie par 23 allers-retours quotidiens de trains Intercités, dont treize usant du Havre. (photos: Bédé, M. Lheroy)

des Régions qui ont les transports dans leur champ de compétences.

« Il n'y a aucun commentaire. Ce n'est pas la SNCF qui prendra la décision mais l'État », indique un porte-parole de la compagnie ferroviaire. Quant à la Région Haute-Normandie, qui investit depuis des années des dizaines de millions d'euros sur le ferroviaire pour acheter du matériel et se substituer, parfois à la SNCF comme sur la ligne Dieppe-Rouen, elle ne dispose pas « d'informations particulières sur le sujet ». « Mais il est hors de question de diminuer le service Paris-Rouen-Le Havre. Ce serait frontalement contradictoire avec tous les investissements qui sont engagés par la SNCF, l'État et la Région, à mon impulsion sur la vallée de la Seine. J'y serai personnellement extrêmement attentif », souligne Nicolas Mayer-Rossignol, le président du conseil régional de Haute-Normandie.

RAPPORT REMIS
À LA FIN MAI

De son côté, l'association Convergence nationale rail (CNR), qui

PARIS-ROUEN-
LE HAVRE :
MOITIÉ MOINS